

FISCALITE : SUCCES ET PERSPECTIVES

Votre Fédération se tient à l'écoute des évolutions fiscales, mais elle se veut, aussi, force de propositions. Nous vous proposons de vous entretenir, aujourd'hui, de deux sujets :

La Sous – Activité : un succès lié à l'action conjuguée de la Profession et de ses Conseils

1991 : chacun d'entre vous se souvient de la gelée de printemps qui a affecté de façon importante la récolte de cette année là !

Les professionnels du chiffre et du droit ont, alors, été mobilisés afin de trouver des solutions permettant aux récoltants de déduire leurs pertes de récolte dans des conditions fiscales avantageuses.

Arnaud Agostini, avocat, et moi-même avons proposé, dès cette époque, d'appliquer à la viticulture, la méthode de la sous-activité, bien connue du secteur de l'industrie : dès lors que le prix de revient d'une récolte augmente de façon significative, suite à l'intervention d'un aléas imprévisible, le supplément du prix de revient de la récolte levée, lié au faible volume produit, constitue une charge déductible du résultat de l'entité, tant comptablement que fiscalement et ce dès la clôture de l'exercice sinistré.

Quoi de plus naturel à cela : pourquoi ne pourrait-on déduire, au plus tôt, une perte de récolte constatée ?

Il nous aura, pourtant, fallu près de vingt ans pour obtenir satisfaction auprès de l'Administration Fiscale puisque les services du Ministère de l'Economie et des Finances viennent de nous informer de l'abandon de l'ensemble des contentieux en cours, se ralliant, enfin, à la position favorable du Conseil National de la Comptabilité que nous avons obtenue dès l'année 2005 !

Bien sur, au cours de ces années, notre position a parfois été admise, mais elle a également, régulièrement, été remise en question, soit au gré des positions des directeurs des services fiscaux (qui n'étaient d'ailleurs pas toujours d'accord entre eux !), soit au gré des publications des jurisprudences de nos tribunaux.

Votre Fédération a, toujours, soutenu notre action et nous tenons à la remercier car c'est bien grâce à l'action des élus et des permanents de votre Fédération conjuguée à celle des professionnels du chiffre et du droit que nous avons pu remporter ce succès ! Que vaudraient nos propositions si elles n'étaient pas soutenues par votre filière professionnelle ?

Je tiens, en particulier, à remercier Jean-Marie Garde, Xavier Carreau, mais aussi Mrs Dando et Le Goaster, directeurs, qui ont, toujours, appuyé notre action au cours de ces années. C'est grâce à leur confiance et au temps qu'ils ont consacré aux multiples réunions qui se sont déroulées que nous avons pu aboutir.

A l'heure où nos exploitations auraient plus besoin de « sur-activité » que de « sous-activité », gageons que ce succès, même si il a été long à se dessiner, nous donnera la confiance et la foi nécessaires pour soutenir d'autres actions qui, justement, vont, aujourd'hui, dans le sens d'une relance de l'activité de notre filière :

Le crédit d'impôt Prospection commerciale

Développer vos ventes est bien au cœur de vos préoccupations quotidiennes. Etendre votre action à l'exportation vous permet, même en ses temps difficiles, d'accroître vos ventes. Le crédit d'impôt pour dépenses de prospection commerciale est bien là pour vous aider : il vous permet de bénéficier d'une prise en charge pouvant aller jusqu'à 50% des frais que vous engagez pour développer vos ventes tant dans les pays de la CEE qu'au delà !

Il y a déjà, deux ou trois ans, nous avons eu l'idée d'appliquer à la viticulture ce texte qui n'avait pas été véritablement conçu pour elle : depuis lors, de nombreuses exploitations ont bénéficié de cette mesure.

Ce crédit d'impôt est, cependant, limité dans le temps puisque chaque exploitation qui le sollicite ne peut en bénéficier que pour une durée de vingt quatre mois. Nous avons proposé, au printemps 2009, d'étendre cette mesure afin que ce crédit devienne permanent : l'état en sortirait gagnant puisque chaque bouteille vendue à l'export contribue à améliorer notre balance commerciale.

Cette proposition, mise en avant par votre Fédération a obtenu le soutien, au plan national, de la CNAOC. Fin 2009, à l'occasion de la discussion de la Loi des Finances, notre projet avait été, tout d'abord, prise en compte bien que limitée dans le temps : en effet, les services de Bercy envisageaient d'augmenter la durée pendant laquelle nos exploitations pourraient bénéficier de ce crédit d'impôt de 24 mois à 36 voire 48 mois. Mais, lors de la discussion publique à l'Assemblée Nationale, cette demande a, au final, était retirée, vraisemblablement, pour des raisons budgétaires.

Nous avons, cependant, décidé avec votre Fédération de continuer à demander au Gouvernement, au cours de l'année 2010, de soutenir l'extension de cette mesure : espérons que nous obtiendrons satisfaction car cette amélioration ne pourrait que favoriser l'économie de notre région et donc de notre pays.

Jean – Marie LATASTE
Expert – Comptable
Licencié en Droit
SODAREX
Réseau Différence